

Tribune socialiste

N° 309 / 5 JANVIER 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Collombert



La surprise de Pompidou

Harris Puisais

Le Congrès du P.C.F.

Rémy Grillault

Politique et paysans

Bernard Lambert

Mauriac épinglé

Claude Glayman

Grèce démocratie et couronne

Jean-Pierre Cornet

Opération Neuwirth

Colette Audry

Depuis des mois maintenant, on parle du projet de loi Neuwirth, concernant la pilule. Aux yeux de l'opinion, c'est le résultat d'une bataille de dix ans, engagée d'abord par quelques femmes résolues, qui ont intéressé à leur lutte des couches de plus en plus larges. Bref, c'est une victoire de l'opinion elle-même.

Pour le Gouvernement, il s'agit d'une opération, ou plus exactement, d'une triple opération.

L'opération électorale

Elle se mène en deux temps. En novembre 1966, les Gaullistes

ont été pris de court par les déclarations de François Mitterrand dénonçant la Loi de 1920. Au journaliste de *Paris-Match* qui lui demandait dernièrement pourquoi il n'avait pas pris le premier cette initiative, M. Neuwirth a répondu que c'était un sujet « tabou », délicat à porter devant l'opinion. On ne saurait mieux avouer qu'on laisse aux autres le monopole du courage.

Cette fois, il faut pouvoir se présenter devant les électrices (54 % du corps électoral) en leur disant: c'est nous qui vous faisons ce cadeau.

Pour cela, il convient d'abord d'écartier les projets de loi qui

avaient fait suite aux déclarations de F. Mitterrand, ceux qui, des communistes à Jacqueline Patenotre, tendent à supprimer la loi de 1920. Désormais, on ne parlera plus que du projet Neuwirth. Seul celui-ci sera discuté.

Malheureusement, un tel projet est une arme à deux tranchants, et l'on n'est même pas sûr que tous les députés U.N.R. le voteraient.

D'abord, parce qu'il y a des populationnistes au Gouvernement même :

M. Debré, pour ne pas le nommer, qui veut une France de cent millions d'habitants et le général de Gaulle



en personne qui, devant l'arbre de Noël qu'il offrait il y a quelques jours aux enfants des écoles leur a souhaité en tout et pour tout d'être tous en l'an 2000 « des papas et des mamans ». (Il eût été, à vrai dire, plus judicieux de dire « des grands-papas et des grand-mamans puisqu'ils auront tous à l'époque passé 40 ans.)

Surtout, il y a les catholiques. Bien que leur opinion évolue, on craint leur réaction.

Alors, on fait traîner les choses en longueur: on espère que le Pape se prononcera entre temps sur la contraception. Il ne l'a pas encore fait; le jour où il le fera, sa déclaration risque d'être restrictive.

Donc, le projet de loi existe, il est bien paru à l'*Officiel*, mais *il ne sera pas discuté avant les élections.*

Le cadeau aux électrices se réduit à une promesse, mais elles ne s'en apercevront peut-être pas; l'opinion catholique aura été ménagée. Tout le monde devrait être content.

L'opération laboratoires

Sur ce point, le Gouvernement a commis d'abord une petite gaffe: une première commission « d'experts » (« experts » dont aucun n'appartenait au Mouvement du Planning Familial, seul organisme véritablement expert et qualifié), s'est « penchée » sur la pilule.

Cette commission, fort prudente, pour ne pas dire réticente, pour ne pas dire franchement hostile, a laissé entendre que la pilule était peut-être cancérogène, que de longues et minutieuses expérimentations seraient probablement nécessaires.

Elle a sombré dans le ridicule le jour où le Mouvement du Planning a fait savoir que ladite pilule était déjà en vente depuis 3 ans dans les pharmacies, avec *visa gouvernemental* comme tout autre médicament (et utilisée à des fins thérapeutiques).

Le ridicule n'aurait vraisemblablement pas suffi. Il a dû s'accompagner de très fortes pressions de la part des laboratoires.

Car enfin, on parlait depuis dix ans de « moyens anticonceptionnels », on énumérait toutes les variétés, leurs avantages et leurs inconvénients respectifs. On savait que tel moyen convient mieux à telle femme que tel autre, et la pilule ne figurait qu'à titre d'élément dans l'énumération. Soudain il n'y en a plus que pour la pilule. Les grands quotidiens ne connaissent qu'elle; la première, puis la deuxième commission Neuwirth sont désignées sous le nom de « commission de la pilule ». Mieux encore: au stand du Palais Bourbon où l'on peut acheter les projets de loi et les numéros de l'*Officiel*, le gros volume qui contient le rapport de la commission Neuwirth est surmonté d'un panneau sur lequel est inscrit: PILULE.

Bien sûr, le mot est amusant, il fait la joie des chansonniers; il n'est pas « tabou », une pilule, c'est tout ce qu'il y a de convenable; il a même un petit arrière-fond magique:

une simple pilule, et voilà. Mais aussi, mais surtout, *il fait l'affaire de quelques-uns.*

Une pilule, c'est un produit consommable et qui se fabrique. Bien lancé, il représente un énorme marché. Il s'agit aujourd'hui de lancer le produit pilule avant tout autre moyen anticonceptionnel et de conditionner l'acheteur. Il y a des millions de francs lourds à gagner et les laboratoires fabricants sont un puissant lobby.

Nul ne sait actuellement si l'opération électorale sera couronnée de succès, mais l'opération laboratoires, elle, a dès maintenant réussi.

Dès maintenant, le public ne connaît plus que la pilule et les femmes réclamant à cor et à cri des pilules sur ordonnance à leurs médecins.

L'opération politique

Le volumineux document paru à l'*Officiel* comprend le rapport de la Commission parlementaire (2^e commission, formée de représentants de tous les partis) et le projet lui-même, avec détail des amendements retenus ou non par la commission.

Le rapport est extrêmement complet, tous les individus et organismes qualifiés ayant été entendus.

Le projet est, en gros, satisfaisant, et correspond, dans l'ensemble, aux vœux du Mouvement pour le planning familial.

Il prévoit :

- l'abrogation des articles III et IV de la loi de 1920 ;
- l'autorisation de la vente des contraceptifs en pharmacie ;
- l'autorisation de l'information, mais non de la publicité commerciale.

L'article III porte création de deux organismes :

- un Institut de recherches, non seulement sur la prophylaxie anticonceptionnelle, mais sur la procréation en général. Un tel Institut présenterait un intérêt scientifique certain ;
- un « Office d'information et d'éducation familiale » qui aura entre autres pour tâche « d'aider les Centres d'information, de documentation créés dans le même dessein ».

Et c'est ici que se dessine l'opération.

Car, ainsi que l'a soutenu à la Commission Mme Vaillant-Couturier, l'éducation du public devrait pouvoir être assurée et par l'Institut de recherches et par les centres hospitaliers.

L'Office, prétend l'article, « viendrait combler un vide, redoutable par ses conséquences, dû à la Loi de 1920 ».

Mais, dès maintenant, le Mouvement pour le Planning, avec ses 180 centres régionaux et ses 1.200 médecins, pourrait apporter son aide et fournir un premier encadrement aux centres hospitaliers.

C'est ce qu'on ne veut pas.

Et l'Office en question constitue une précaution.

Contre qui ? Mais contre ceux et celles justement qui, par leur courage, leur ténacité, leur compétence, leur sens de l'organisation, ont contraint le Pouvoir à présenter enfin ce projet.

Le Planning, après tout, a toujours agi en marge des lois, il est mal vu de l'Eglise et, bien qu'il se soit toujours interdit les prises de position politiques, on sait bien qu'il est animé par des gens de gauche.

Ainsi, outre son avantage électoral, la tenue en suspens du projet va permettre à toutes sortes d'organismes de se constituer pour être prêts à devenir partie prenante quand la loi sera votée. Nous pensons en particulier à l'Eglise qui, par la voix du R.P. de Lestapis, a déclaré à la Commission qu'elle était prête « à coopérer directement à la création, l'organisation et aux travaux d'un Institut supérieur d'Information ».

A ces nouveaux organismes, hâtivement constitués, l'Office accordera aide et subventions comme il l'entendra.

L'Eglise, qui aura retardé jusqu'au bout le vote de la loi, s'assure donc aujourd'hui des positions et une part des subventions futures.

L'Office qu'on nous prépare, c'est le Planning des *Veillées des Chaudières*. □

Message au Congrès du P. C. F.

Chers Camarades,

Le 18^e Congrès de votre Parti se tient dans un moment particulièrement important. L'alliance des forces de gauche n'est plus seulement une espérance, elle commence à devenir une réalité; une réalité encore fragile et incomplète certes, mais qu'il faut chercher à consolider et à développer.

Nous avons salué comme un événement positif la conclusion d'un accord électoral entre le Parti Communiste Français et la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste. Nous avons nous-mêmes entrepris avec la F.G.D.S. comme avec votre Parti des conversations qui doivent aboutir à la signature de communiqués communs. Cela représente un progrès considérable par rapport à la situation qui existait il y a seulement un mois. Mais nous ne pouvons évidemment ni les uns ni les autres nous contenter de ces premiers résultats. Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir avant que nous en arrivions à la constitution d'une véritable coalition capable d'affronter victorieusement l'épreuve du pouvoir.

Il nous semble que les forces se réclamant du socialisme ont un rôle décisif à jouer dans cette évolution. Le gaullisme n'est pas en effet seulement caractérisé par le pouvoir personnel; il est avant tout l'expression d'un néo-capitalisme qui cherche plus ou moins habilement à in-

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Harris Puisais
Directeurs adjoints
Gérard Constant
Christian Guerche
Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, Boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20
Publicité générale au Siège
de l'administration
Publicité littéraire :
71, rue des Saints-Pères
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F

Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :
Roger Cerat

MORIAME - PARIS 1967

tégrer la classe ouvrière dans son système. Les réactions hostiles qu'il provoque parmi certaines couches de la bourgeoisie ne doivent pas faire illusion. Ce n'est pas en faisant bloc avec ces milieux rétrogrades et avec leurs représentants politiques les « centristes » que l'on parviendra à vaincre le gaullisme. C'est en donnant de nouveaux objectifs et un nouvel élan à la lutte contre les grandes entreprises capitalistes pour la transformation des structures économiques et sociales de ce pays, et l'instauration d'une démocratie socialiste.

Il nous paraît de la même manière impossible de combattre efficacement le gaullisme sans donner une définition très claire de notre politique internationale. L'unité de la gauche ne se fera ni sur la base d'un ralliement à l'atlantisme, ni sur celle d'un refus de la construction européenne. C'est en liant la préoccupation de cette constructoin à la volonté d'une indépendance réelle que l'on pourra parvenir à la nécessaire synthèse.

Tout ceci suppose évidemment que les différentes organisations de la gauche acceptent d'engager et de poursuivre le dialogue en vue de la recherche d'un programme commun. Et c'est parce que nous savons que ce programme commun est aussi l'un de vos objectifs que nous adressons à votre Congrès notre fraternel salut.

Pour le Bureau national du P.S.U. :
Edouard DEPREUX.

Editorial

La surprise de Pompidou

Harris Puisais

Le dernier « message » du général de Gaulle a suscité des réactions diverses. On s'est déclaré choqué de voir un président-arbitre utiliser des vœux de nouvel an pour présenter la cuisine électorale de sa faction. Comme si cette attitude était surprenante !

Seulement, cette fois, il semble bien que l'étonnement et le désaccord aient atteint jusqu'aux stratégies de la majorité gouvernementale.

Qu'arrive-t-il donc pour que ces Messieurs ne soient pas sur la même longueur d'ondes que leur Général ?

Tout simplement que leur tactique, revue et corrigée par Pompidou en prévision des élections de 1967 se voulait différente de celle des précédentes consultations et qu'elle se serait bien passée pour une fois du sty-

le, du ton, des excès et des confusions du président de la République.

Autrefois, en effet, les gaullistes se seraient entièrement satisfaits de tels propos. Venus au pouvoir par et pour le Général, ils savaient ne devoir leur fortune politique qu'à sa seule présence. Ils étaient humbles et s'alignaient sur ses volte-face, ses hermétismes, ou ses visions. Ils avaient conscience que leur survivance était fonction de leur soumission. Ils applaudissaient, rassurés, quand de Gaulle s'identifiait au régime, demeurait leur meilleur argument électoral.

Ainsi depuis 1958. Mais le temps passe. Et de Gaulle en 1972 aura 80 ans. D'ici là bien des événements pourront avoir lieu...

Cette évidence n'a donc point

échappé aux augures U.N.R. Ils y pensent même de plus en plus et ils savent bien que l'opinion publique y songe « tout haut ». C'est pourquoi l'inconditionnalité devenant une étiquette peu électorale bien qu'elle demeure encore une réalité politique il leur est apparu nécessaire de se conduire en personnes majeures... ou tout au moins de s'en donner l'apparence.

C'est pour cela que depuis des mois, utilisant l'appareil et les milliards de l'Etat, ils préparent une campagne attirante et moderne. Tous leurs efforts tendant à rassurer l'opinion, à séparer l'avenir du régime de la personne de son fondateur.

Pompidou réussissant finalement à s'imposer comme le chef d'orchestre qui distribue les partitions et choisit le répertoire. Déjà, badges, foulards, timbres-poste, photos, disque, scapitones... sont prêts à inonder les départements. En même temps qu'eux le pouvoir y délègue certains jeunes technocrates avides d'être dans le coup — même par giscardisme interposé. Le tour semblait bien joué : les féodalités bancaires et patronales ayant reçu les gages souhaités, une fois de plus décidées de « soutenir ».

Ainsi rassurés, les uns et les autres, l'ombre du Général pouvait en-

core planer, l'important était que la campagne politique soit nuancée, rassurante et imprécise.

Pompidou pouvait se déclarer satisfait. Il allait donner le jour à une droite nouvelle et moderne, qui se référant au gaullisme, se passerait de De Gaulle. Il touchait au but !

Et voilà que l'incorrigible vieillard déverse un nouveau seau d'eau froide sur les espoirs de ses partisans.

Il recommence le chantage au départ qui avait réussi en 1962 et failli échouer en 1965. Il renouvelle son aveu qu'un simple échec électoral ouvrirait une crise de régime. Il réclame l'association « capital travail » dans des termes toujours sybillins qui ne rassurent personne... Enfin, bref ! il agit comme il y a huit ans ! comme si l'avenir lui appartenait, à lui seul... au moment même où Pompidou et les autres commençaient à comprendre et à expliquer qu'il ne serait bientôt plus que le passé !

Bien sûr, rien dans tout cela ne nous étonne. Mais profitant de ce désarroi, il s'avère de plus en plus urgent et nécessaire que la gauche prouve, dans l'unité et par les objectifs qu'elle doit proposer au pays, que l'avenir est de son côté.

Ce devrait être, quant à elle son message d'espérance. □

Congrès communiste

Une transition sans fin

Rémy Grillault

Convoqué en avance sur les élections, et en retard sur les statuts, le XVIII^e Congrès du Parti Communiste français tiendra ses assises du 4 au 8 janvier à Levallois-Perret.

La date de convocation du Congrès a quelque peu surpris. Le mouvement politique ne s'enferme certes pas dans des dates, mais puisque le décalage dans la convocation était admis par le Comité Central, il semblait à priori plus logique de réunir ces Assises, après les élections plutôt qu'avant.

Cette première singularité est renforcée par une deuxième. Jusqu'ici les Congrès du P.C.F. avaient été entourés de très larges manifestations de propagande.

Cette fois, il n'en a pas été ainsi. Le projet de résolution, la tribune de discussion ouverte, ont été discrètement présentés. Le numéro de « France Nouvelle », précédant le Congrès, comporte en tout et pour tout, une petite allusion dans l'éditorial de François Billoux, et une page consacrée à la Conférence du Val-de-Marne.

Pour autant, peut-on penser que ce Congrès sera de routine et ne présentera pas d'intérêt particulier ? Il est probablement plus juste de l'en-

visager comme un *Congrès intérieur*, mais dont les conséquences ne seront sans doute pas négligeables.

Les thèmes du congrès

Les observateurs éclairés ont cru déceler une certaine hâte dans la direction du P.C.F., à conclure l'accord avec la F.G.D.S. En même temps qu'ils ont observé le dosage particulier de la délégation qui a mené les négociations dans laquelle se trouvaient représentées à égalité, les tendances que l'on croit observer depuis quelque temps au sein de la direction du P.C.F.

Cet équilibre dans la délégation fait penser qu'un compromis a été passé au sein de la direction du P.C.F. Sera-t-il provisoire ou durable ? Nul ne saurait encore le dire.

D'autant moins, que les raisons qui peuvent pousser à la solidarité l'ensemble des membres de la direction sont évidentes.

L'opposition « chinoise », si elle ne paraît pas devoir se transformer en un vaste courant dans notre pays, semble cependant avoir mordu plus largement qu'on ne le croyait dans les rangs communistes. Il est donc probable, que le Congrès manifestera plus clairement et plus brutale-

ment que jamais, sa condamnation des thèses de Pékin. Sur ce point la direction du P.C.F. semble unie, et retrouve des réflexes traditionnels.

D'autant plus que l'on prête aux « cercles marxistes léninistes », l'intention de présenter des candidats dans quelques circonscriptions clefs. Et que d'autres oppositions se manifesteront publiquement, dans le souci à la fois de se démarquer de la direction « opportuniste » qui dirige le P.C., et de l'opposition chinoise.

Le deuxième thème qui se renforce ces jours-ci est celui du développement des positions propres du Parti Communiste. En signant son accord avec la F.G.D.S., il semble bien que la direction du P.C.F., ait été légèrement au-delà des concessions qu'elle voulait ou pouvait faire. Il ne semble pas qu'à la base les choses soient aussi simples. Et une certaine opposition semble gagner du terrain.

Il s'ensuit un certain nombre de correctifs dans l'axe de la propagande. L'accent est plus que jamais mis sur la nécessité de voter dès le premier tour pour les candidats du Parti Communiste. La direction du P.C. attend de la comptabilisation de tous ses suffrages, que soit traduite une certaine progression de son audience. Ce qui justifierait par contre-coup l'accord avec la F.G.D.S., sur lequel on sera probablement assez discret tout au long de la campagne. Une étape, mais seulement une étape. Pas moins, mais pas plus.

Enfin dernier thème probable, une opposition renforcée envers le gaullisme. Le commentaire de René Andrieu, au discours du 31 décembre du chef de l'Etat est de ce point

de vue révélateur. Le discours est apprécié pour l'essentiel dans sa perspective électorale. Les propos mêmes sur le Vietnam, qui autrefois auraient été jugés positifs, sont signalés ici comme une manœuvre supplémentaire.

Des problèmes de direction

Toutes ces discussions, ne doivent pas en voiler d'autres. Moins spectaculaires, mais peut-être plus âpres.

Déjà lors des élections municipales, on n'avait pas été sans remarquer le rajeunissement considérable des candidats. Ce mouvement s'est poursuivi, pour les législatives.

Pour les uns, ce rajeunissement est indispensable et populaire. Pour d'autres la direction du Parti cherche à promouvoir des jeunes, moins formés et donc plus malléables. Des discussions d'une certaine véhémence se sont produites en ce sens, et au niveau de l'élection de la délégation au Congrès, dans la Fédération du Rhône.

Les départs dans la région parisienne, de Fernande Valignat, Henri Martin, des postes de responsabilité, le silence sur la Conférence Fédérale de Paris, sont restés autant de phénomènes inexpliqués.

Ce qui est certain c'est que le Parti Communiste bouge. A la mort de Maurice Thorez on s'interrogeait sur l'avenir de Waldeck Rochet, dont on aimait à dire que c'était un secrétaire de transition.

Aujourd'hui les choses sont moins sûres. Ou plus exactement il semble que cette transition dure. « Elle n'en finit pas » disait récemment un militant communiste responsable, et lui-même indécis. □



Au siège du P.S.U.

Collombert

□ Conversations PSU-PCF-FGDS

Depuis l'avant-veille de Noël une série de rencontres ont eu lieu entre le PSU et ses partenaires de la Gauche.

Avec la Fédération, deux rencontres se sont déjà déroulées, la première rue de Lille, le 23 décembre, et la seconde rue Mademoiselle, le 30. La délégation de la F.G.D.S., dirigée par Guy Mollet, comprenait Pierre Brousse et André Cellard (radicaux), Claude Fuzier et Charles Pot (S.F.I.O.), Charles Hernu, Louis Mermaz et Jean Baboulène (Convention). La délégation du P.S.U. était composée d'Edouard Depreux, Gilles Martinet, Marc Heurgon, Jean Poperen, Pierre Beregovoy, Victor Fay et Yves Tavernier. Chacune de ces rencontres avait été préparée par deux groupes de travail qui s'étaient réunis dans l'intervalle. Les deux délégations se retrouveront à nouveau le vendredi 6 janvier, après le

retour à Paris de François Mitterrand et de René Billères.

Avec le Parti Communiste, un premier contact pris le 23 décembre a été suivi d'une nouvelle rencontre le 2 janvier. Waldeck Rochet, Etienne Fajon et Roland Leroy composaient la délégation du P.C.; Edouard Depreux, Gilles Martinet et Marc Heurgon, celle du P.S.U. Aux termes du communiqué, « les deux délégations ont convenu de conclure leurs entretiens par un communiqué commun qui sera publié au cours de la semaine. »

C'est pour examiner les résultats de ces discussions que le Comité politique national du P.S.U. a été convoqué en session extraordinaire le dimanche 8 janvier. C'est bien entendu au C.P.N. que la délégation du Bureau national réservera les premières informations sur les contacts ainsi pris et les résultats obtenus. □

□ L'affrontement de Blois

Au soir du premier tour, les observateurs politiques scrutent sans doute avec intérêt les résultats de la 1^{re} circonscription du Loir-et-Cher. Dans ce fief réactionnaire, la droite est depuis longtemps divisée. 1962 vit la victoire de l'U.N.R. Goemaère sur le M.R.P. sortant Burlot. En 1966, les amis de Lecanuet voudraient bien prendre leur revanche; ils ont pour cela fait appel à une personnalité de niveau national, M. Pierre Sudreau. Voilà un homme qui rassure : ancien préfet du Loir-et-Cher, il s'est fait une réputation d'administrateur et a conservé des amitiés; ancien ministre du général de Gaulle, il s'en est séparé pour défendre la constitution; à qui veut l'entendre, il déclare aujourd'hui que s'il repousse « l'inconditionnalité », il serait tout disposé à participer à un gouvernement qui reposerait sur l'actuelle

majorité, grossie du Centre Démocrate; il verrait même d'un bon œil qu'on ouvrit largement cette combinaison vers la Gauche à la condition bien entendu que soit maintenue ferme l'exclusive à l'égard du Parti Communiste. M. Sudreau aime à confier à ses intimes qu'il a de l'admiration pour Pierre Mendès France, que si d'aventure... comme si la réponse cinglante de P.M.F. lors du dernier « face à face » n'avait pas une fois pour toutes remis à leur place ceux qui pensent qu'un pont pourrait être jeté entre le gaullisme et la Gauche.

Le Parti Communiste présentera à Blois un de ses dirigeants, puisqu'il s'agit de René Piquet, membre du Bureau politique. L'ancien secrétaire de la Fédération du Loir-et-Cher y conserve depuis longtemps de solides amitiés qui dépassent les rangs de son propre parti; il s'est

taillé une réputation de militant ouvert au dialogue; les sanctions récemment prises contre certains communistes de Blois, sympathisants aux thèses chinoises, risquent cependant d'affaiblir sur le plan local l'audience du P.C. Certains évoquent même l'éventualité d'une candidature marxiste-léniniste.

La F.G.D.S. — c'est-à-dire ici la S.F.I.O. — solidement incrustée dans ses bastions de Vendôme et de Romorantin où elle représente les deux députés sortants, est depuis longtemps en perte de vitesse à Blois. Elle n'avait présenté aucun candidat en 1962; il est douteux qu'elle s'y risque cette fois, une partie de son électorat étant incontestablement sensible à la propagande de Sudreau.

Le P.S.U., pour sa part, vient de se résoudre à tenter une expérience originale; il aurait pu aller à la bataille sous ses propres couleurs, assuré de rassembler un nombre appréciable de voix puisqu'en 1962 son candidat avait atteint 12,03%. Cependant, après en avoir longuement débattu, les militants ont estimé qu'en dehors de MM. Sudreau, Goemaère et Piquet, il était nécessaire que s'affirme une candidature opposant clairement au gaullisme ou au centrisme une autre perspective qui

pourrait rassembler l'ensemble des forces de la Gauche Nouvelle. Ils ont demandé à un jeune militant syndicaliste, André Dessay, d'accepter de poser sa candidature et l'ont assuré qu'ils le soutiendraient de tous leurs moyens.

Face aux équivoques de la candidature Sudreau, c'est donc sur des options claires que va s'engager à Blois la campagne d'André Dessay, candidat du Renouveau Socialiste, soutenu par le P.S.U. L'appel qu'il vient de lancer situe ainsi son combat : « Nous qui nous sommes battus pour mettre fin à la guerre d'Algérie, nous ne voulons pas de positions équivoques sur la guerre du Vietnam. Nous qui analysons le régime gaulliste comme l'expression actuelle du régime capitaliste, nous ne croyons pas qu'on puisse se battre utilement sur d'autres perspectives que socialistes. Nous qui refusons le centralisme technocratique du régime actuel, nous estimons nécessaire que soient proposées à l'opinion des solutions claires en matière de démocratie locale et régionale, dans l'esprit du récent colloque de Grenoble... »

Décidément, M. le Préfet Sudreau n'est pas encore ministre. □

□ Castro à « Playboy »

Entre les pages publicitaires et les photos d'opulentes jeunes filles agréablement dévêtues, le magazine américain *Playboy* publie un long entretien avec Fidel Castro « le belliqueux dictateur de l'île communiste ». Les journalistes de *Playboy* ont l'habitude des questions directes et parfois perfides, Castro celle de ne pas mâcher ses mots.

Il évoquera son évolution vers le communisme, bien qu'il ne se considère pas encore comme un « communiste classique ». Une brève allusion à Guevara « qui est vivant, qui va bien et qui écrit souvent ». Une autre à Kroutchev dont l'attitude au moment de la crise des fusées est jugée sévèrement. Ces fusées devaient être la force de dissuasion castriste évitant à Cuba de devenir un autre Vietnam. Crainte qui revient souvent dans la bouche du leader cubain : « Pour de petits pays comme les nôtres (Cuba et le Vietnam), il n'y a pas de différence entre une guerre classique et une guerre nucléaire, elles causent autant de ravages l'une que l'autre. »

Puis, profitant de la tribune qui lui est offerte, il s'adresse directement au peuple américain pour dénoncer la politique ruineuse de ses dirigeants : En épaulant les gouvernements les plus réactionnaires dans les pays pauvres et affamés, en jouant systématiquement le rôle de gendarme du capitalisme, les Etats-Unis ont dépensé des ressources fabuleuses et dilapidé en 20 ans plus de la moitié de leurs réserves d'or. Avis aux contribuables !

Passionné par l'agriculture, il ex-

plique enfin les raisons qui l'ont poussé à donner la priorité au développement agricole. Pour que de coûteux investissements humains et financiers deviennent rentables dans l'industrie, il faudrait attendre de longues années et trouver place dans un marché international souvent saturé. Alors qu'en utilisant les extraordinaires ressources naturelles de l'île et « les centaines de milliers de Cubains capables, dès maintenant, d'effectuer de simples travaux agricoles, nous créerons rapidement des richesses, avec le minimum d'investissement et produirons des articles dont il y a pénurie sur le globe. La nourriture est rare. Un pays qui développe sa production alimentaire, produit quelque chose répondant à un besoin illimité. Au fur et à mesure que de vastes parties du monde s'industrialisent, la position des pays producteurs de denrées alimentaires s'améliore... car il est plus facile à un pays industriel de fabriquer une automobile qu'un taureau. » □



Il s'adresse aux Américains.

ADP

U. R. S. S.

L'année du cinquantenaire

Jacques Malterre

En 1967 notre pays fera un nouveau grand pas en avant dans le développement de son économie et l'élévation du niveau de vie du peuple... l'émulation nationale qui se développe en l'honneur du 50^e anniversaire du pouvoir soviétique garantit la réalisation du Plan.

M. Baïbakov, ministre du Plan de l'U.R.S.S., est optimiste. Tous les dirigeants de l'U.R.S.S. affichent le même optimisme : le cinquantenaire de la Révolution d'octobre malgré la menace que fait peser « le cercle monopolistique agressif des Etats-Unis, apportera de grandes satisfactions aux hommes et aux femmes de l'Union Soviétique.

De belles récoltes

Cet optimisme se fonde sur les bons résultats de l'année 1966 et d'abord sur la sécurité apportée par de bonnes récoltes : records pour les céréales, le coton, la viande, les œufs ; les marchés sont approvisionnés ; les salaires peuvent augmenter et l'U.R.S.S. peut consacrer son or à acheter des machines à l'étranger plutôt que du blé.

Pour sa première année, le Plan quinquennal 1966 à 1970 a bien démarré, la production industrielle a augmenté de 8,4 %, le revenu réel par habitant a cru de 6 %. 10 millions de soviétiques sont entrés dans un appartement neuf ; la grande réforme économique a démarré.

Cinq millions de télévisions nouvelles

1967 consolidera ces succès. Le ministre du Plan a annoncé les priorités choisies. Il s'agit d'abord de mieux satisfaire l'immense aspiration au bien-être : cette année 13 millions de personnes devraient avoir un appartement nouveau, près de 3 millions de foyers pourront acheter un réfrigérateur, 5 millions une télévision, 4,3 millions une machine à laver.

Les ménagères russes sont assurées de pouvoir trouver davantage de poudres à laver, de vêtements tricotés et de meubles.

676.000 lignes téléphoniques seront mises en service ; enfin les autorités inaugureront avec grand éclat une tour de 525 mètres, le plus haut bâtiment du monde, qui permettra à des millions de Russes de recevoir les émissions de télévision tandis que d'autres millions en bénéficieront grâce à un satellite artificiel spécial.

Pouvoir choisir

Mais l'effort principal portera sur la qualité et la diversité des objets

proposés aux consommateurs. Actuellement il y a pour 1 milliard de roubles de marchandises (environ 5 milliards de francs) qui s'entassent dans les magasins et dont personne ne veut. La consigne est de comprendre les vrais besoins, les goûts des citoyens, de varier les formes et les couleurs de s'adapter aux désirs propres à chaque région ; les autorités n'hésitent pas à préciser leurs directives : « La qualité de la production des confiseries va être améliorée grâce à une augmentation des fabrications de meilleurs bonbons, de chocolats, de confitures, de pâtisseries à base de farine de qualité supérieure et de première qualité ».

Une attention toute particulière sera accordée au développement de la production des petits articles courants qui font l'objet d'une planification à l'échelon local.

Priorité aussi sera donnée aux équipements sanitaires et culturels : le Plan de 1967 prévoit des mesures pour élever le niveau général d'enseignement, multiplier les établissements culturels — surtout à la campagne afin de rapprocher les niveaux de vie des populations urbaines et rurales —, pour améliorer les services médicaux.

La politique des revenus

Cette attention portée aux ruraux se retrouve dans la politique des revenus. En 1966, grâce aux bonnes récoltes et au relèvement des prix d'achat des produits agricoles, les rémunérations des kolkhoziens ont progressé de 14 %, dans la même année le salaire mensuel des salariés de l'Etat n'augmentait que de 3 % : en U.R.S.S., la politique de parité est suivie effectivement !

En 1967, l'effort sera maintenu ; les dirigeants de l'Union soviétique ont compris que la réussite de leur politique générale reposait d'abord sur une solide agriculture et sur la bonne volonté des travailleurs de la terre. Les revenus des kolkhozes augmenteront encore de 8,9 % alors que la masse salariale ne doit progresser que de 6 %. Si l'on tient compte de ce que le nombre de salariés passera de 80 à 83 millions, cela ne fait comme en 66 que 2 à 3 % de hausse réelle par tête.

Pas assez d'acier

Cette relative prudence s'explique aisément, l'économie soviétique jouit actuellement d'une bonne conjoncture, l'état s'est desserré, elle est loin d'avoir résolu tous ses problèmes.



Une fringale de bien-être

Archives T.S

Le développement industriel est freiné par l'insuffisance de produits de base ; les chefs d'entreprise se plaignent de manquer de fers, d'aciers, de métaux non ferreux, de bois, de papiers, de produits chimiques ; les transports aussi sont insuffisants.

Inversement, les dirigeants politiques reprochent aux chefs d'entreprises de faire un mauvais usage des biens de production : le capital fixe en machines est mal utilisé, les stocks outils sont trop importants, le démarrage des nouvelles usines est terriblement lent, les ateliers gaspillent l'énergie, l'acier, les matières premières.

A la campagne, des défauts sont visibles : matériel mal entretenu, tracteurs en panne faute de pièces détachées, bonnes terres abandonnées, insuffisance d'entretien des sols.

Dans l'ensemble, la machine économique de l'U.R.S.S. est puissante, mais affreusement lourde. On produit mais des articles souvent de qualité médiocre, des machines qui tombent vite en panne. On construit de nouvelles usines, mais les anciennes sont mal entretenues : « aucun résultat dans l'amélioration de la structure des investissements n'a été obtenu ; les ministères s'occupent encore assez peu du rééquipement des entreprises existantes, du remplacement des équipements vieillissants ». (M. Baïbakov).

L'U.R.S.S. découvre les coûts des sociétés industrielles déjà anciennes...

Les nouveaux objectifs de l'économie soviétique tendent à :

a) Lutter contre les goulots d'étranglement.

Pour 1967, le gouvernement a promis du beurre à tous les citoyens,

tout en augmentant l'effort de défense pour faire face à toute éventualité à l'Est comme à l'Ouest. Mais après 1967 ? L'U.R.S.S. peut-elle continuer à rapprocher le taux de croissance des biens de consommation de celui des industries lourdes ?

Il ne le semble pas. Bien sûr, l'effort pour la consommation sera poursuivi ; ce n'est pas de produire quelques millions de frigidaires et de télévisions qui grève beaucoup l'énorme machine économique. Mais la priorité paraît déjà revenir aux industries de base.

Pour 1967, les investissements dans la sidérurgie augmenteront de 21 %, dans les machines de pointe de 25 %. Priorité est donnée à l'énergie, à la mécanique, à la pétrochimie, à la chimie, au gaz et aux machines de haute technique.

b) Elever le niveau technique.

Voilà la grande affaire aujourd'hui, le leitmotiv. Il faut accélérer la mise en œuvre du progrès technique pour mieux obtenir des gains de productivité, réduire les gaspillages, économiser la main-d'œuvre et les matériaux, améliorer la qualité, accroître les bénéfices.

Tous les discours insistent là : renforcer les structures de production, accroître la productivité dans l'agriculture, élever le niveau technique des industries, rationaliser le choix des investissements, introduire partout le calcul économique.

Le point décisif concerne la recherche : « le comité d'Etat pour la science et la technique doit prendre des mesures tendant à réduire les travaux de recherche qui ne représentent pas un intérêt actuel : il convient de renforcer les liens des centres de recherche avec la production et d'assurer une utilisation plus ra-

Suite page 9

Syndicalisme agricole

L'action socialiste dans le monde paysan

Bernard Lambert

Dans un précédent article (1), nous disions ici même que l'alternative pour l'agriculture était coopérative.

De quelle coopération s'agit-il ?

Pour opposer des contre-projets à ceux des firmes internationales, il ne s'agit pas de promouvoir des coopératives de dimension communale ou cantonale. En réalité, les régions devraient pouvoir s'organiser pour n'avoir progressivement qu'un nombre très limité de centres de décision coopératifs. Nous entendons bien les protestations : « L'homme, que deviendra-t-il là-dedans ? Il sera noyé. La démocratie, comment s'exercera-t-elle ? Il n'y en aura plus et en définitive, ce système sera semblable au capitalisme. »

C'est possible mais non inévitable et ce, pour plusieurs raisons :

— Il y a des investissements indispensables qui ne peuvent être réalisés efficacement qu'à une vaste échelle. La recherche expérimentale, par exemple, ne peut être supportée par une coopérative isolée.

— Certains services communs sont absolument nécessaires : planification des investissements, unification des réseaux commerciaux, des services achats, etc.

— La dimension n'est pas un critère décisif de démocratie. Le directeur d'une coopérative composée de dix adhérents peut être un véritable dictateur s'il refuse la circulation de l'information. Le premier impératif de toute démocratie est en effet de mettre les gens en mesure de faire des choix et donc de leur faire connaître objectivement les questions posées.

Décentralisation et contrôle syndical

La concentration économique n'est pas exclusive d'une décentralisation de la gestion, et celle-ci peut être réalisée de diverses manières.

a) Décentralisation géographique

Autour de l'agence, du magasin local, nous pouvons imaginer un conseil d'agriculteurs représentant les adhérents du secteur géographique ainsi déterminé. Ce conseil serait directement responsable de la bonne marche de cette unité de base. Une partie des ristournes de fin d'année pourrait dépendre des résultats obtenus à ce niveau.

b) Décentralisation par produit

Chaque branche de production peut avoir également son conseil de producteurs responsables des résultats obtenus dans la spécialité et élitant son représentant au conseil d'administration.

c) Contrôle syndical

A côté du comité d'entreprise ouvrier, il pourrait y avoir un comité d'entreprise issu du syndicalisme agricole. Il est indispensable en effet que chaque adhérent puisse avoir par ce canal un recours direct contre l'éventuel arbitraire de l'administration coopérative. Il est souhaitable que le syndicalisme, qui a le souci non seulement de l'économie mais aussi de l'ensemble des problèmes posés aux travailleurs, puisse les exprimer à l'intérieur même de la structure économique.

Cette organisation économique peut-elle éviter de pratiquer l'intégration des exploitations ? Non, parce que cette technique neutre en elle-même, est indispensable à l'organisation rationnelle de la production, en fonction des débouchés. Il sera même indispensable que cette intégration, dont l'agriculteur restera collectivement maître d'œuvre, soit extrêmement étroite. La coopérative pourra-t-elle, par exemple, lorsqu'elle proposera un contrat au coopérateur, lui garantir un prix lui permettant d'amortir un matériel individuel mal adapté et sous-employé ? Elle sera en fait conduite à lui suggérer, comme condition au contrat, un équipement en commun avec ses voisins pour obtenir l'optimum de rentabilité et ne pas grever le produit de charges artificielles. Il en va de même pour l'achat du sol à chaque génération.

Vers un corporatisme ou vers un socialisme agricole ?

En supposant tout ce programme mis en place (et nous sommes loin du compte), pourrions-nous affirmer que l'agriculture est entrée dans la phase socialiste ? Non : il resterait à faire tomber plusieurs obstacles et non des moindres.

1) Historiquement, les coopératives n'ont pas acquis une réputation très, très brillante dans leur comportement à l'égard des ouvriers. En fait, ceux-ci sont souvent considérés

comme étant au service des agriculteurs, apporteurs de capitaux. Ce réflexe corporatiste est contraire à l'esprit coopératif qui veut que chaque homme représente un poids égal, quel que soit son apport de capitaux.

Enfin, quelle est la motivation de l'agriculteur coopérateur ? Il est propriétaire d'un produit qu'il a créé, au travers duquel il s'est exprimé en tant que travailleur. Sous peine d'en être dépossédé, il doit le remettre dans la masse des produits fabriqués par les autres coopérateurs. Il en reste propriétaire mais dans un cadre collectif. Lorsque ce produit sort de la coopérative, transformé, conditionné, vendu, à qui appartient-il encore ? Aux seuls coopérateurs ? Non, tous les ouvriers, par leur travail, y ont ajouté de la valeur. Il leur appartient donc pour ils pas coopérateurs au même titre que les agriculteurs, c'est-à-dire avec leurs représentants à l'intérieur de l'organe de décision, le conseil d'administration ? Nous n'en sommes pas là, hélas ! ce qui prouve qu'en agriculture, nous n'avons pas encore dépassé l'aspect corporatiste des structures.

2) D'une manière plus générale, ce repliement du milieu sur lui-même reste le grand risque. Même si nous gagnons cette bataille dont le sens peut être socialiste, l'environnement restera capitaliste au moins jusqu'à la prise du pouvoir par la gauche. La prise de conscience économique peut conduire, mais ne conduit pas nécessairement, à une prise de conscience politique globale. Ce ne sont pas quelques actions communes avec les centrales syndicales ouvrières, qui conduiront l'agriculteur coopérateur, en partant de son expérience, à contester fondamentalement le mode de vie tel que nous le connaissons dans notre société capitaliste.

Ouverture du milieu agricole à l'action socialiste

L'analyse de l'évolution agricole nous oblige à aborder un problème en face duquel trop de responsables, y compris de gauche, ont pendant trop longtemps joué à la politique de l'autruche, celui du transfert de la population agricole.

Quand on sait qu'en France 150.000 travailleurs environ quittent chaque année l'agriculture, quand on sait que l'évolution technique et économique décrite ci-dessus risque non pas de freiner, mais d'accroître ce mouvement, il est criminel de prétendre, soit que les transferts n'existent pas ou plutôt qu'ils ne devraient pas exister, soit qu'ils sont exclusivement le fait du capitaliste. Si cette dernière affirmation était vraie, il faudrait nous expliquer par quelle technique la gauche au pouvoir parviendrait à arrêter ces départs.

Ce que nous devons dire au

contraire, et les agriculteurs comprendront ce langage, c'est que seul un régime socialiste peut réellement planifier et donc humaniser ces départs qui constituent actuellement une véritable déportation.

Le premier article de ce plan des départs doit être une véritable démocratisation de l'enseignement. N'oublions pas que le milieu agricole est proportionnellement la plus grande victime d'un enseignement non démocratique.

Il nous faut ensuite poser le problème non seulement de la formation professionnelle, mais aussi des structures industrielles d'accueil, c'est-à-dire de l'industrialisation des régions excentrées. Nous savons que le capitalisme ne fera pas, pour des raisons de profit, cette industrialisation. Il préfère, sans tenir compte du coût global des investissements, y compris le coût des infrastructures découlant de la présence d'une usine, s'installer dans des régions déjà surpeuplées, comme la région parisienne par exemple. Dans le même temps, le gouvernement gaulliste nous annonce qu'il refuse de prendre ses responsabilités en tant qu'Etat, qu'il se rend une nouvelle fois complice du capitalisme, c'est-à-dire qu'il débudgétise les investissements. C'est parce que cette politique concerne directement les agriculteurs et les régions, victimes de la stagnation, de la récession économique, qu'il nous faut non seulement la dénoncer, mais en proposer une autre.

Un comportement politique traditionnel

Nous savons que des programmes de ce genre ne modifieront pas du jour au lendemain le comportement politique de nombreux agriculteurs. Beaucoup encore voteront à droite pour défendre « le mythe de l'école libre ». Ce vote les conduit à maintenir le libéralisme économique, le capitalisme contre lequel ils essaient de lutter au plan professionnel. Mais la gauche ne peut pas se contenter de cet état de fait. Elle se doit de provoquer les évolutions par une analyse correcte et des propositions concrètes de solutions devant les problèmes économiques.

Nous sommes convaincus d'ailleurs qu'il est plus que jamais possible d'amener les agriculteurs en tant que producteurs, à une remise en cause globale de la société capitaliste. En supposant que le développement coopératif permettrait de résoudre en grande partie les problèmes évoqués ci-dessus, il resterait que les agriculteurs seront de plus en plus concernés, personnellement, dans leur revenu, par la politique du capitalisme occidental dans le domaine du marché des produits alimentaires et des matières premières.

L'Occident industriel constate en effet, dans sa propre économie, un accroissement de la production des

biens alimentaires plus rapide que la croissance démographique. Dans le même temps, pour les pays sous-développés, c'est le phénomène inverse qui se produit. Au paysan qui subit une baisse de revenu du fait de la surproduction, il faudra bien expliquer pourquoi, dans le même temps, la faim augmente dans le monde. L'agriculteur produit des denrées, ô combien pacifiques! mais finalement plus explosives que l'atome dans le monde de la faim, puisqu'il s'agit des denrées indispensables à la vie.

Le suicide de l'Occident

Pour être fidèle à elle-même, la gauche se doit de dire aux agriculteurs victimes de l'abondance que la politique des Etats-Unis, la banque du sol, la rémunération par l'Etat des terres mises en friche équivaut au suicide de l'Occident.

Elle se doit de leur expliquer que la politique du « don » ne résout rien, même si elle peut être nécessaire dans certains cas pour permettre un départ des économies sous-développées.

Elle se doit de dénoncer le mercantilisme qui règne au niveau du marché mondial des produits alimentaires et qui empêche les pays sous-développés d'entrer dans une économie d'échange parce qu'ils ne peuvent obtenir un prix élevé et un prix constant de leur propre production.

Il faut qu'elle précise que le même phénomène joue au niveau du cours des matières premières dont les pays sous-développés sont les gros producteurs et dont l'Occident est le gros consommateur.

Il faut crier au scandale devant l'aide aumônière donnée d'une main par l'Occident aux pays sous-développés et de l'autre reprise par le capitalisme occidental grâce à la spéculation dont sont victimes les pays sous-développés lorsqu'ils exportent des marchandises.

En fait, au travers de sa production elle-même, l'agriculteur peut être conduit à remettre en cause les bases mêmes du capitalisme. Il peut devenir l'un des éléments parmi les plus conscients, et les plus actifs dans la révolution des pauvres. Il peut aussi, dans sa structure de production, prouver au monde qu'en agriculture, il existe d'autres voies que le capitalisme et le colonat. Encore faut-il qu'il ne soit pas lui-même colonisé, ce qui est la condition même de son expression. En tout cas, cette expression ne dépend pas de lui seul. Elle dépend aussi du programme agricole de la gauche. Il n'est pas pensable en tout cas que celle-ci soit absente d'une aussi importante révolution. □

(1) Tribune Socialiste n° 306, du 15 décembre 1966.



Collombert

Le grand rendez-vous

Le blé des puissants

D. Yvoire

En 1966, les U.S.A. auront fourni à l'Inde, 8.300.000 tonnes de céréales. Selon les observateurs américains, les besoins indiens seraient de 11 millions de tonnes pour 1967. En attendant un nouvel accord entre Washington et New Delhi, les U.S.A. viennent de faire parvenir une aide d'urgence de 900.000 tonnes de blé et de sorgho à valoir sur les deux millions de tonnes supplémentaires que, d'ores et déjà, les Indiens ont demandé, compte tenu de l'augmentation de leur déficit.

A noter également que l'U.R.S.S., dont la récolte céréalière de 1966 s'avère être l'une des meilleures que les Russes aient jamais enregistrée, vient d'offrir à l'Inde 200.000 tonnes de blé, sur le million que Mme Gandhi envisagerait d'acheter à Moscou.

Néanmoins, New Delhi vient de demander aux autorités de l'Etat de l'Union de fixer la ration à 1,75 kg par jour, alors que jusqu'à présent celle-ci variait selon les régions de 2,1 à 1,8. Gain mensuel escompté, 20.000 tonnes pour le pays.

Parallèlement à l'Inde, les U.S.A. viennent d'envoyer au titre de leur

programme d'aide alimentaire à l'étranger, quelque 500.000 tonnes de céréales et 30.000 tonnes de matières grasses au Pakistan. L'Agence United Press annonçait d'autre part que Washington ferait don de 200.000 tonnes de blé à l'Algérie. Du côté de l'Egypte, l'on sait que le Président Nasser vient de dénoncer la « guerre de la faim » menée contre son pays par les Américains qui refusent de lui livrer du blé. Pour faire face à ce manque, on laisse entendre que les Russes se seraient engagés à fournir aux Egyptiens, dans les prochains mois, entre 200 et 800.000 tonnes de blé.

Par contre-coup, cette faim provoque une augmentation de la production céréalière des pays développés.

Ainsi, en 1966, la récolte mondiale de blé estimée à 273.700.000 tonnes, soit 10,8 % de plus qu'en 1965 et 7,3 % de plus qu'en 1964, doit son excellent score aux résultats obtenus par l'U.R.S.S., le Canada, l'Australie, les U.S.A.; alors que pour l'Afrique, l'Inde, le Pakistan, la Chine, les chiffres sont en baisse. Et de fait, au milieu de l'année 1966, l'on

avait constaté une diminution notable des stocks céréaliers aux U.S.A. et au Canada, et il ne restait à l'échelon de l'univers qu'environ l'équivalent de 12 mois de commerce international. Cette raréfaction avait inévitablement provoqué une hausse des coûts, bénéfique au développement de la production dans les pays riches. Dans cette perspective, le Président des U.S.A. avait autorisé les agriculteurs américains à augmenter leurs surfaces céréalières de 15 %, soit 3,1 millions d'hectares, la récolte devant, selon les pronostics du moment, passer de 50-55 millions de tonnes à 60-64 millions de tonnes. Processus analogue au Canada. Au surplus, les contrats de type pluriannuel conclus avec les gouvernements communistes pour la livraison de blé ne pouvaient qu'encourager ce développement de la production céréalière chez ses principaux fournisseurs.

N'y a-t-il pas un cercle vicieux supplémentaire en plus du premier qui voit croître sans cesse l'écart entre riches et pauvres, dans la mesure où la faim fournit l'occasion aux pays prospères de développer un peu plus une agriculture déjà efficace et moderne et y entraîne une politique directe ou indirecte de subventions gouvernementales aux agriculteurs. Les timides remèdes de la faim — mais les seuls actuellement — ne font à plus ou moins long terme qu'en aggraver les causes et les chances ! □

Les prochaines batailles

Le 19 janvier, un numéro spécial de *Tribune Socialiste* de 24 pages, publiera le programme électoral que défendront tous nos candidats dans toute la France, tel qu'il a été établi par le dernier Conseil National.

Avec cette publication, *Tribune Socialiste* ouvre la campagne électorale de notre Parti. Pendant toute cette période, notre journal fera une large place aux échos de cette campagne. Il entend ainsi prendre une place importante dans la bataille engagée.

Dans la mesure où la nouvelle formule de *T.S.* rend plus aisée sa vente — nombre de lettres de lecteurs que nous remercions nous le confirment — il est évident que notre hebdomadaire doit jouer un rôle important tout au long de la campagne.

Pendant ces semaines décisives, nous essaierons de vous donner le maximum d'informations et d'arguments. De telle manière que *Tribune* soit un véritable outil, et que nos lecteurs, à travers sa lecture, puis-

sent faire le point à chaque moment.

L'effort réalisé au niveau de la rédaction et de la conception du journal, doit s'accompagner maintenant d'un vaste effort de diffusion. Le mot d'ordre : à chacun son abonné, est plus que jamais justifié. Car un abonnement gagné, cela veut dire que les effets de la campagne sont prolongés durablement.

Mais, en outre, *T.S.* doit être présent dans toutes les réunions que nous tiendrons à travers la France. L'effort de promotion entrepris doit être développé en profondeur. Faire connaître *Tribune*, objectif permanent pour tous nos lecteurs, pour tous les militants du P.S.U., devient pendant cette période, vital. L'implantation de *T.S.* accompagne naturellement celle de nos forces.

Les premiers résultats sont encourageants. Mais ils sont encore très loin des objectifs fixés. Chaque fois qu'un seuil sera atteint, il s'ensuivra une nouvelle amélioration du journal.

Alors que tous les herdodaires politiques, soit disparaissent, soit en se transformant perdent la plus grande part de leur contenu politique, nous avons fait le pari inverse. La réussite de notre nouvelle formule a donc une valeur de démonstration.

Nous sommes convaincus que nos lecteurs en sont conscients. D'où notre confiance.

TRIBUNE SOCIALISTE

présente à ses fidèles lecteurs, abonnés et amis, ainsi qu'à leurs familles, à l'occasion de la Nouvelle Année, ses meilleurs vœux de bonheur.

Congrès de l'hospitalisation

Deux manifestations se préparent actuellement à l'initiative du Comité National de l'Hospitalisation Publique.

• *Les Etats Généraux* se tiendront le 15 janvier à Paris ; il s'agira non pas d'un Colloque, mais d'un véritable congrès des Comités locaux et départementaux de l'Hospitalisation.

Il est donc urgent que tous nos lecteurs intéressés, principe du 10 au 26 février, c'est-à-dire en pleine soit comme travailleurs hospitaliers, soit comme militants d'une association de malades ou d'usagers prennent contact avec les Comi-

tés locaux là où ils existent.

• *La pétition Nationale* demandant aux pouvoirs publics d'accorder plus d'intérêt et de crédits aux hôpitaux doit être signée en campagne électorale.

Au-delà des Comités locaux, elle pourra associer largement tous les usagers ; elle sera présentée aux candidats-députés et favorisera le contrôle et l'action des élus au cours de la prochaine législature.

PETITE ANNONCE

Etudiante diplômée musicologie donnerait leçons de piano - solfège - dictées musicales (11-12^e arrondissements de préférence). DOR. 95-23.

Matériel disponible

- BROCHURES
- *FCDS*
- *Santé*
- *Propagande*

L'exemplaire 2 F - 1,90 par 10 - 1,80 par 50 - 1,50 par 100.

Programme enseignement :
l'exemplaire 1 F.

- C.E.S. : Initiation aux problèmes économiques, trois
- *Portugal résiste* cahiers - prix spécial 3 F (au lieu de 6,40).

- DISQUES
- *Chants de lutte*
- *L'Internationale*
L'exemplaire : 10 F.

- CORRESPONDANCE MUNICIPALE
Témoignage de l'Office social et culturel de Rennes. N° spécial : 5 F l'exemplaire.

Paiement à la commande.
Tribune Socialiste
54, bd Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. 5826-65 Paris

Vient de Paraître

Brochure Propagande

Une brochure pochette qui fait le point sur le P.S.U., ses positions et ses structures.

L'ensemble 2 F ; 1,90 F par 10 ; 1,80 F par 50 ; 1,50 F par 100.

CELA EST POSSIBLE

6 ABONNEMENTS par la section de St-Quentin (02).

Campagne de diffusion de TS

Commande de tracts : (1 centime l'unité) tracts

Commande de n° (à 0,55 F l'unité) journaux

Abonnements :

- 1 an : 30 francs.
- 6 mois : 16 francs.
- 3 mois : 8 francs.

Nom :

Adresse :

Nom :

Adresse :

Nom :

Adresse :

De la part de :

Nom :

Adresse :

Ci-joint règlement :

- Chèque bancaire ;
- C.C.P. (5826-65 Paris).

A la disposition des fédérations

Deux Affiches :

- le PSU, parti de l'avenir
- Solidarité avec le peuple Vietnamien

Prix : 0,20 F l'unité. Paiement à la commande.

Point de vue

Mauriac épinglé

Claude Glayman

Après de Mauriac qui ne se sentait petit ! Chaque semaine l'illustre écrivain nous livre indiscret sur indiscret. Ah ! les Confessions du « Figaro Littéraire » ! Propos fugitifs inspirés par l'être et son agonie ! Car depuis des années, Mauriac s'étonne de n'en pas finir de mourir, cette vie tenace qui regimbe et persiste, provoque un accablement à son client, sursis miséricordieux qui mue en miracle perpétuel et introspection singulièrement morbide que d'aucuns jugent indécente.

Charme irritant qu'excite la passion gaullienne ou gaulliste de Mauriac. Passion, que dis-je et quels mots inventer ! Mauriac est plus de Gaulle que de Gaulle lui-même. Il s'y incarne, y ressuscite, donne lieu à un véritable processus de transsubstantiation. Mauriac vit de Gaulle en croix, la critique du chef de l'Etat l'atteint telle une injure, pire comme une souillure sacrilège. S'il ne la méprisait, Mauriac se percevrait comme flagellé par l'opposition.

Déraison sommairement envoûtante ! Avec un brin de goût terre-à-terre, on retrouve chez Mauriac l'inclinaison, familière à tout homme, pour les passions les plus extrêmes qui culbutent d'un pôle à l'autre, de bien en mal, sans toujours s'assurer de logique. Il y a 15 ans, Mauriac fusillait Sartre et Bourdet coupables de neutralisme. Ensuite il chaussait la révolte généreuse contre certaine politique marocaine. Sous l'Algérie il signa. Dès mai 1958, enjambant Mendès France, on le retrouvait dans la nef officielle, troquant une tribune contre une autre, esquivant l'affaire Ben Barka jusqu'au récent et dérisoire coup de semonce à Suzanne Gabriello, etc. Itinéraire de zigzags capricieux que l'opinion pardonne au nom de la futilité et des beaux accents.

En douceur

Jeudi 22 décembre 1966, Mauriac a pourtant passé la mesure, celle qui fait sauter du jeu gratuit des salons à la complicité. Dans son hebdomadaire, il note, écoutez-le :

« ...La politique américaine n'est indéchiffrable, alors que celle de De Gaulle me donne un plaisir de l'intelligence et que je la suis comme un discours bien lié que les faits vérifient. Celle des Etats-Unis, j'ai peine à croire qu'elle n'ait pas d'autres motifs que ceux qui apparaissent en clair dans l'immédiat. Qu'attendent-ils ? Qu'espèrent-ils ? A Raymond Aron, à André François-Poncet de nous dire ce qu'ils en pensent. Quant à moi, je n'en pense rien en ce triste dimanche si lumineux et si pâle sur ces toits d'Auteuil dont j'aime les cheminées roses, de ce rose... »

En apparence, la malfaisance du comportement américain n'échappe pas à Mauriac ; mais ce n'est qu'en

apparence, car au-delà, dans les limbes, dans le silence de la vérité, la politique américaine ne peut pas être aussi hideuse et monstrueuse. elle ne peut pas car elle est indéchiffrable malgré le sens commun que des millions d'êtres humains lui reconnaissent. Révélation de l'innommable, Mauriac n'argumente pas ; sans en avoir l'air, insidieusement, il décreète et c'est pourquoi l'on ne saurait s'aviser de ne pas le suivre. Arcanes de Mauriac, Dieu caché des intentions de Washington !

N'accusez pas les B 52, vous bombardent-ils, ils ont surgi du ciel pour autre chose, pour autre chose de mystérieux et de lointainement bien. Un dessein surhumain prolonge, chasse l'inhumain. D'ailleurs, Mauriac n'en pense rien. Il l'avoue hors de toute honte, avec cette évidence nue qui doit forcer l'adhésion du sceptique. Auparavant, il dit aussi qu'il ne parvient pas à se débarrasser de la « poutre » du colonialisme français, laquelle lui obscurcit l'œil et paralyse sa conscience. De Gaulle néglige ces prévenances dont Mauriac est plein. Effet paradoxal du remords, pudeur coupable, de Gaulle est plus utile.

Jour de colère

Prévenances. Précautions. Démissions. Bien sûr, Mauriac ne pouvait savoir que deux jours après, Spellman, le cardinal de l'inquisition nucléaire, allait brandir son crucifix truqué contre l'infidèle en rébellion et prier pour la victoire suprême des U.S.A. Mauriac ignorait ! Mais il avait entrebâillé la porte, il s'était tû d'avance ! Qu'importe le Pape bafoué dont la voie pourtant timide se dilue dans les linotypes de l'*Observatore romano* ! Qu'importent les vigoureuses réactions de l'évêque de Metz, de l'archevêque de Rouen et de la foule des chrétiens ! Qu'importe puisque les toits roses sont là et que Mauriac consolé, protégé par de Gaulle, que Mauriac ne sait pas lire dans la violence mexicaine, dans ce peuple que nous devons aimer sans ménagement !

Faut-il s'inquiéter de l'humeur ! Que de fois, ici ou là, l'on a bondi contre des propos d'une telle facture ! Vaine agitation ! Kastler ne le confessait-il pas de toute sa modestie, au bout du compte l'on éprouve cruellement l'impuissance et l'indifférence de tous et de tout un chacun ! Autre débat !

Car Mauriac, il faut l'épingler. Lui crier non ! Lui signifier qu'il a pêché par complaisance et lâcheté et que si nous ne devons rien faire, qu'au moins nous ne fassions rien qui ne puisse un iota justifier les Américains. Mauriac... on dirait Lecanuet !



La trêve de la mort.

A.F.P.

Mauriac, l'escalade vous ne pouvez l'ignorer ! Mauriac, malgré des distinctions de terminologie et de conceptions philosophiques, serez-vous incapable d'admettre la simplicité de ce que récemment déclarait le Premier secrétaire du PC du Vietnam Nord, M. Le Duan ! Osez-vous communier, ne serait-ce qu'en pensée ! Osez-vous vous démentir !

« ...La lutte que mène le Vietnam du Nord avec une industrie pauvre et une population faible contre l'impérialisme le plus riche et le plus féroce est difficile. Mais l'enjeu est capital. Si le pays perd, cela signifie que nous perdons tout : l'indépendance, la liberté, le riz, le bonheur et que nous n'avons plus de raisons

de vivre. Nous sommes résolus à combattre et à vaincre pour garder tout cela. En luttant contre les Américains, nous défendons tout le camp socialiste et nous accélérons le mouvement révolutionnaire du prolétariat et des nations opprimées du monde entier. La défaite de l'impérialisme au Vietnam sera une très grande défaite. Elle marquera la faillite de la stratégie mondiale de l'impérialisme américain ».

Toute question de langage mise à part, distinction au demeurant secondaire, pesez ces mots et les vôtres, Mauriac si vous avez raison, Le Duan a tort. Mais si Le Duan a raison, alors vous avez tort. Choisissez ! □

U.R.S.S.

Suite de la page 5

pide des inventions et des découvertes dans toutes les branches de l'économie nationale.

On sait que les Soviétiques, contrairement aux Américains, utilisent mal ou très lentement les sous-produits de la recherche fondamentale, spatiale ou militaire. La nouvelle orientation devrait abattre les cloisons et irriguer l'industrie. On ne verrait plus alors ce paradoxe actuel d'un pays qui est à la tête des recherches scientifiques dans de multiples domaines et qui a une des industries les moins productives.

c) Réformer la gestion des entreprises.

Mais les Soviétiques ont compris que pour opérer cette révolution il fallait changer la gestion des entreprises. Depuis les décisions du Comité central du parti de septembre 1965, un système nouveau est mis en route : « 1966 est l'année de passage aux nouvelles formes de direction de l'industrie : elle marque le début de la mise en application du nouveau système de planification ».

Ce système repose sur deux réformes : le retour des responsabilités aux ministères techniques dirigeant chacun une branche industrielle (contre le système des régions), et surtout l'octroi d'une plus gran-

de autonomie de gestion et de comptabilité aux entreprises. Déjà 673 entreprises sont passées au nouveau système ; le résultat de leur gestion n'est plus évalué seulement en termes de production ou de normes mais surtout en termes de bénéfices. Comme elles ont la possibilité de garder une partie des bénéfices supplémentaires pour leur propre développement (c'est de l'autofinancement) et pour leurs fonds sociaux, tous leurs membres sont intéressés à accroître la productivité, réduire les gaspillages et les stocks, utiliser au mieux le capital fixe, adapter la production à la demande.

Le corollaire de cette réforme c'est une révision générale du système des prix. Au 1^{er} juillet 1967, tous les prix de gros auront été revus pour qu'ils correspondent mieux aux coûts réels.

Les dirigeants de l'U.R.S.S. attendent de cette vaste réforme un essor du dynamisme des producteurs ; s'ils réussissent, ils auront résolu le problème le plus redoutable de la planification, à savoir concilier par la décentralisation partielle des décisions et des comptes la nécessité d'un plan impératif et le besoin d'une gestion autonome des entreprises ; alors 1967 ne sera pas seulement une heureuse année d'anniversaire mais une étape décisive sur la voie du véritable socialisme. □

Cinéma

Le deuxième souffle

Jean Helms

Des minables descendus par un tireur de classe ! On a envie de reprendre cette phrase d'un des protagonistes du « Deuxième Souffle » pour définir certains réalisateurs actuels face au style impeccable de Jean-Pierre Melville. Ne vous y frottez pas jeunes cinéastes au souffle court ! A cinquante ans, Melville, comme « Gu » son héros, fait mouche à tous les coups.

Dès le générique du « Deuxième Souffle », muet, sans une note de musique, nous sommes prévenus par cette harassante course des évadés à travers bois : les dialogues superflus sont impitoyablement supprimés. Pour dire quoi d'ailleurs ? La caméra minutieuse de Melville nous explique mieux que de vains bavardages que Gustave Menda (dit « Gu »), le gangster évadé, n'est plus de première jeunesse : les murs sont devenus trop lisses, les trains trop rapides et les armes trop légères pour ce tueur émérite mais mal préparé aux nouvelles méthodes d'enquête policière. « Il ne connaît pas le changement ! » rétorque un jeune gangster opposé à ce que l'ancien viennois se joindre à l'opération si patiemment lignolée par son groupe. Mais « Gu » tient à montrer qu'il a encore du coffre pour abattre un homme à une distance donnée. De fait, l'assassinat des motards qui protègent le fourgon convoité réussit parfaitement. Mais l'inspecteur qui cherche une preuve pour pincer la

bande tend un piège à celui qu'il sait le plus vulnérable : un enregistrement dissimulé donne l'impression que Gu a « donné » ses amis. On imagine la suite...

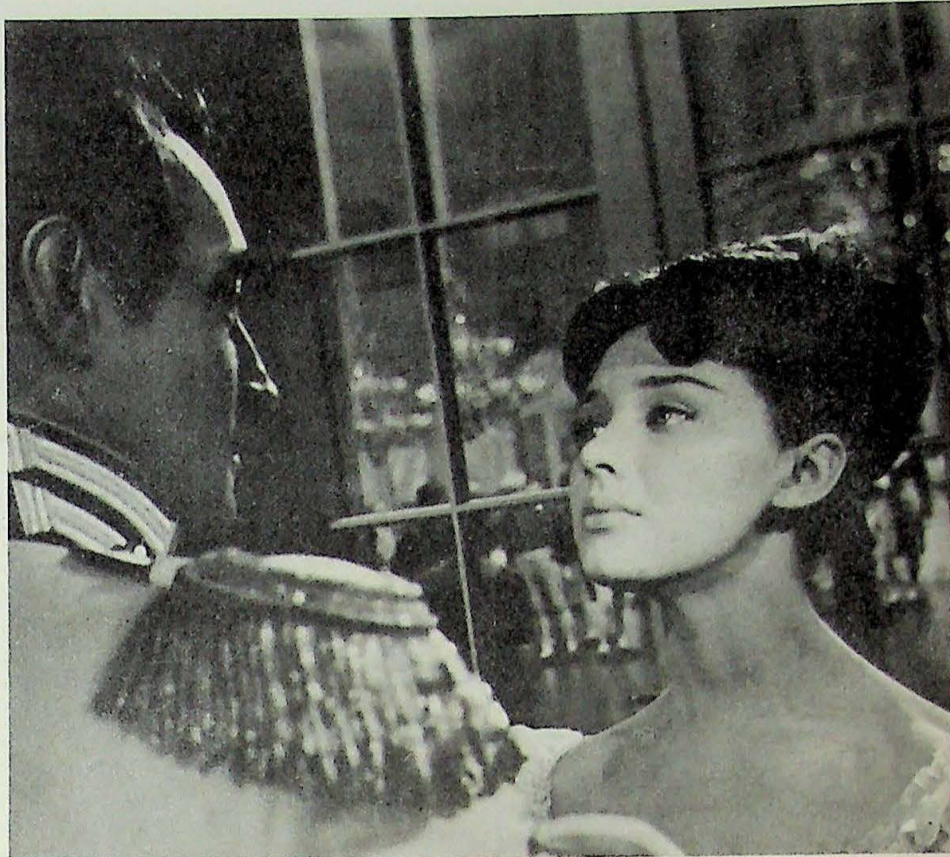
La justice ne vient donc pas des institutions pénales mais des contradictions de la pègre exploitées par un flic. Gu, une fois repris, reprochera à l'inspecteur Blot de trop se familiariser avec son milieu, de ne plus garder les distances d'antan. Ce cri et le dénouement qu'il prépare (un carnage shakespearien) a quelque chose d'émouvant. Certains n'ont pas manqué de reprocher à Melville cette inversion des valeurs. En fait, aussi sévère que dans « Les Criminels » ou « Un Condamné à mort s'est échappé », la morale n'est pas tirée de l'échec d'un acte mais de la faillite d'une vie, voire d'un système social.

Pas de déshabillage

Détail qui mérite d'être relevé dans une œuvre de ce genre : il n'y a pas de violence gratuite ou peu vraisemblable, pas le moindre déshabillage dans ce film où la seule femme — peu jolie — est la silencieuse sœur du héros (Christine Fabrega). Resnais lui-même ne peut pas en dire autant.

Cette rigueur éthique est encore plus manifeste dans l'écriture cinématographique et le choix des situations : les clairs-obscur et les gestes muets restent chers à l'auteur du « Doulos » qui trouve dans la pénombre d'une limousine, dans la plage lumineuse d'un abat-jour ou du fronton d'un mas provençal, le prétexte à ces contrastes qu'il organise avec tant de maîtrise. Le procédé tourne à l'épuration quand Melville saisit dans une glace des bras gantés de girls ou un groupe de fourmis sur un chemin ensoleillé. Ce formalisme n'exclut pas des insertions d'un flou particulièrement réussi, comme la séquence trébuchée du hold-up, tranche d'actualité qui est un véritable modèle du genre.

Jouant jusqu'au bout avec la difficulté, Melville a utilisé pour ces protagonistes deux acteurs moyens dont il parvient à faire de passionnants personnages : Gu, c'est Lino Ventura, qui se révèle d'une délicatesse, d'une gravité insoupçonnées. Le brio de Paul Meurisse, dans le rôle de l'inspecteur, dépasse un peu cette mesure, mais il apporte une note d'insolence rusée, une distance nonchalante qui n'est pas sans saveur, d'autant qu'elle se tempère de gestes remarquablement silencieux, comme cette cigarette tordue qu'il n'allume pas après la mort de Gu. Pas besoin d'autres effets pour expliquer ce qu'il ressent. Chez Melville, l'image suffit. □



La vérité est payante.

Guerre et paix

Emmanuelle Stein

Trente vedettes... Des tableaux, sculptures, meubles, armes et icônes provenant de 40 musées et bibliothèques... 100 décors de plateaux... 2.600 costumes... 16.500 tenues militaires... 160 pièces d'artillerie... 23 tonnes de poudre... 7.000 sabres... Et l'on pourrait continuer ainsi longtemps. Bref, il ne manque pas un bouton de guêtre.

Cinq heures de spectacle qui passent comme un songe : on devrait être écrasé et l'on se sent transporté ; cela pourrait être pesant et c'est l'équilibre même. Sergueï Bondartchouk, metteur en scène de *Guerre et Paix*, prouve ici que la perfection n'est pas nécessairement redoutable et peut quelquefois n'être pas accablante. Il a su éviter tous les pièges des superproductions à grand spectacle, où souvent la lettre étouffe l'esprit. Ici, c'est l'esprit — ou mieux : l'âme — de l'œuvre qui nous est restituée et anime le film, tel un feu central. Le grandiose nous est donné par surcroît.

Dès lors, tout s'ordonne, tout s'éclaire : les mouvements du cœur et ceux des batailles. Tout participe du même élan, de la même vibration secrète. Les personnages ne font pas écran entre nos souvenirs de lecture et nous. Nous les retrouvons, nous les reconnaissons comme des amis très chers : Natacha, le prince André, Pierre Bezoukhov (interprété par Bondartchouk), la haute société moscovite, insouciant, égoïste, mais qui sait quelquefois avoir des sursauts de vraie grandeur ; et enfin

le peuple russe, son inlassable patience, sa gaieté, l'héroïsme des humbles.

Observez ces soldats qui déferlent sur l'écran panoramique, tel un cataclysme : il n'y a pas un seul figurant parmi eux. Dans chaque prunelle, dans la moindre tregne de ces milliers de soudards, brille une parcelle de la flamme du feu de vie qui alimente tout le film. On est loin des pantins animés qui « remplissent » tant de superproductions en carton-pâte.

Bondartchouk passe avec une aisance acrobatique des scènes d'intimité, souvent délicieuses, aux mouvements de foule. On songe à Visconti, sans que le nom du metteur en scène russe ait à souffrir de ce prestigieux rapprochement. Et plus encore aux grands peintres romantiques : Delacroix et Géricault.

Rien n'est plaqué, tout procède impérieusement du « dedans ». Le moindre bibelot a ici sa raison d'être comme une note de musique unique et irremplaçable dans ce film qui est un chant. Bondartchouk a compris que la vérité est plus payante que la facilité superficielle. Et ce n'est pas peu de chose quand on sait que les ouvrages à grand spectacle sont les moins sincères du monde. C'est ce qui fait toute la différence entre *Guerre et Paix* et un film du genre *Cléopâtre*. L'un a l'éclat suspect d'un brillant en toc, l'autre la pureté royale d'un diamant authentique. □



Une gravité insoupçonnée.

Livres

Un pamphlet de Fonvielle-Alquier

Maurice Combes

Polémiste attitré de la presse d'opposition, radical dans la tradition de « pas d'ennemi à gauche », Fonvielle-Alquier vient de publier, dans la nouvelle collection « Le Brûlot » dirigée par Philippe Tesson, un pamphlet anti-gaulliste qui se veut aussi un « Bréviaire pour l'après-gaullisme » (1).

Rationalité et irrationalité du gaullisme

Même s'il enterre un peu vite le gaullisme, moins atteint qu'on a pu croire par le ballottage de décembre dernier, Fonvielle-Alquier dénonce souvent de façon réjouissante l'irrationalité du système actuel. Nous sourions lorsqu'il évoque le succès de la conjuration de 1958 dont le « Cincinnatus vieillissant » était un des chefs : « Les connaisseurs vous diront qu'une femme qu'on viole participe, activement parfois, à la dernière phase de l'opération. » De même lorsqu'il évoque « le bain de foule » si souvent décrit. Il n'est pas jusqu'à la « scatologie irrespectueuse » qui ne trouve place légitimement dans un tel pamphlet.

Cependant, ce qu'il y a de plus intéressant dans l'ouvrage de Fonvielle-Alquier, c'est la façon dont il tente d'expliquer l'abdication qui est à l'origine du triomphe gaulliste. Et pour cela, il remonte courageusement aux sources historiques.

L'auteur a raison d'écartier les fausses explications du marxisme vulgaire : Est-il bien sûr que « les monopoles » aient expressément voulu le 13 mai et exigé la substitution brutale de la V^e à la IV^e ? La poussée des masses populaires était-elle si forte à ce moment qu'ils aient

voulu se prémunir contre la menace en réclamant la garantie d'un exécutif renforcé ? Avaient-ils jamais eu à se plaindre de la IV^e, et la troisième force leur refusa-t-elle une seule fois ce qu'ils attendaient d'elle ? »

On pourrait objecter que le gaullisme, sous son aspect technocratique et antiparlementaire, correspond assez bien aux tendances du néo-capitalisme, mais il serait à coup sûr antidialectique de négliger l'équation personnelle du Général et le rôle de l'inconscient collectif.

Irrespect pour l'opposition

Mais l'auteur n'en reste pas là : il montre aussi comment le déclin de la foi révolutionnaire et de la foi tout court sert présentement le gaullisme ainsi que la télévision, le tiercé, le culte des vacances, la presse à sensation (« cet utérus royal est une mine d'or, et s'il n'existait pas il faudrait l'inventer »). Tout cela contribue à abêtir les Français plus soucieux de leur petit confort que de grandes idées et par conséquent dociles, moins dépolitisés toutefois qu'on ne l'a dit!...

Le conditionnement par la publicité, par les moyens d'information modernes n'explique pas tout. Il faudrait aussi faire leur part aux fautes de l'opposition que notre pamphlétaire a tendance à passer sous silence ou à sous-estimer. Ce n'était pas son sujet, soit. Nous croyons que l'irrespect ne doit pas atteindre que de Gaulle; il doit viser également ceux qui ont fait son lit et contribuent, par leur sclérose, leurs routines, à maintenir son sceptre. □

(1) La Table Ronde de Combat : 10,30 F.

libre permanent entre la thèse et l'inquiétude. Triomphe du théâtre imprégné par un univers réaliste au plus haut point et historiquement repérable.

Se trouver est l'une des ultimes pièces de Pirandello. Une actrice, dévorée par le mélodrame et les « mass media » du dix-neuvième siècle, découvre son être à travers un amour qui la sauve du suicide. Mais la vie est plus absurde que l'œuvre de fiction, l'homme élu de Donata Genzi fuira la femme qu'il aurait dû partager avec le regard du public. Le théâtre se referme sur celle qui tentait de le troquer contre la réalité et ses incommunicabilités. *Se trouver* est irracontable, où les observations *psychologiques* sont portées par un texte que Michel Arnaud a merveilleusement traduit, traversé de nostalgie et de notations qui retiennent. L'on est envahi !

Cet envahissement, Delphine Seyrig en est la source; démarche sensible et fragile d'une silhouette où intelligence et grandeur de la plainte se mêlent avec passion et émotion. Qui décrira la voix de Delphine Sey-

rig, elle balise la finesse et le nerf d'une confession à fleur de peau. Sœur de Loleh Bellon, cette autre pirandellienne... Excellents, Jean-Pierre Marielle, Jean Rochefort, Henri Garcin. Monique Chaumette penche vers certaines coquetteries bourgeoises et actuelles auxquelles Claude Régy a emprunté une part des gammes de sa mise en scène et auxquelles Samy Frey a succombé. Choix déplacé, surprise face à une interprétation qui situe dans la tonalité du présent l'époque vécue par Pirandello. Sans la reconstitution de ce support de densité et de charme, le labyrinthe des thèses peut paraître gratuit. Curieusement, un pan de la conception correspond à cet esprit artificiel alors que l'autre lui tourne heureusement le dos. Les décors de Pace, non ! Delphine Seyrig, oui ! L'on aime *Se trouver*; l'on rêve d'un accord plus intime, plus total avec Pirandello !

Se trouver, de Pirandello, au théâtre Antoine, tél. : 208-77-71. Spectacle en alternance. Le texte de la pièce, dans la traduction de M. Arnaud, existe aux éditions de l'Arche (3 F).

Disques

Les meilleurs crus 1966

Stéphane Pillet

La fin d'année, traditionnelle période de cadeaux en tous genres, devient l'occasion, rare pour beaucoup, de réassortir la discothèque qu'elle soit personnelle ou qu'elle appartienne à un ami à qui l'on sait particulièrement faire plaisir.

Un hommage aux « Grands »

Sous le titre « Le Grand Récital de... », Eddie Barclay vient de sortir une série d'albums contenant chacun trois disques 30 cm, reprenant les plus grands succès de Brel, Ferrat ou Ferré, artistes qui demeurent avec Brassens, les Frères Jacques, des « grands » qui ne se sont jamais fourvoyés dans cette facilité prometteuse de cachets attrayants. Grâce à ces albums, principalement axés sur les trois disques, matière première sonore, au détriment de la présentation factice, Barclay nous offre une bonne anthologie de ce qui marque la chanson française depuis huit ans.

Et le Folk-Song ?

Il est toujours bien présent; la merveilleuse Judy Collins, (Le Chant du Monde), ayant un peu mordu sur Joan Baez (Amadeo, distribué par C.E.D.), chante toujours des remarquables chansons de Dylan et d'autres inspirées du folklore américain; quant au grand Pete Seeger (Folk-

ways Records), son dernier *Western Story* est en tous points un régal.

Un peu d'histoire

Tout d'abord, une évocation historique qui ne peut laisser indifférent. *Le Front Populaire*, suite de documents sonores rassemblés par Xavier Combes, fait revivre les voix disparues de Blum, Laval, La Roque, Dimitrov. Produit par Sofratesco (disque SID 1901, 30 cm), les récitants Robert Manuel ou Jean-Claude Drouot interviennent au milieu des grands discours de Duclos, Sarraut, R. Guyot, du procès du Reichstag, etc.

Pour parler de la même époque, mais en chansons, lorsque Chostakovitch ou Darius Milhaud ne dédaignaient pas d'intégrer leur talent au grand moment d'espoir de cette émouvante période, l'ami René-Louis Lafforgue (Le Chant du Monde) a choisi quatre chansons, que beaucoup d'entre nous ont fredonnées depuis et que ce petit 45 tours aidera à les en faire souvenir.

Signalons aussi, au niveau de l'évocation historique, dans la série « Les témoins de notre temps » (chez Barclay), un bon 30 cm intitulé *Emmanuel d'Astier raconte...* La voix seule de cet éternel compagnon ne peut laisser indifférent.

Voilà un honnête cocktail. On peut le déguster sans crainte. □

Théâtre

Pirandello et l'infini

Marc Echeverry

Pour Pirandello, convient-il de prononcer le terme de système ou celui d'obsession ? La vie profonde et palpitante qui emplit ses personnages et ses drames, interdit que l'on évoque le systématique, souligne la douloureuse beauté d'une hantise à laquelle s'est abreuvé le théâtre contemporain. L'altérité et le procès ne sont-ils pas deux des principaux arrière-plans d'une dra-

maturgie qui a souvent oublié de Pirandello cette autre vertu : le don d'incarnation ? Qui, plus que Pirandello, aura témoigné des myriades de plans et d'impasses séparant la réalité de l'imagination, l'individu de son entourage ? Si chez lui, l'enfer c'est soi et les autres, si Dieu est curieusement absent de l'écrivain, l'existence dans ce qu'elle a de plus secret y filtre de toutes parts. Equi-

GRÈCE

La démocratie face à la Couronne

Jean-Pierre Cornet

Autour du Zappeion ou de la place Omnia, à Athènes, naissent soudain, entre deux hommes ou plusieurs de vives discussions politiques qui provoquent immédiatement des attroupements et perpétuent la tradition de « l'agora ». C'est un fait unique en Europe actuellement. La passion politique brûle les citoyens de la mère des démocraties. La naissance spontanée de ces discussions témoigne de la maturité des citoyens; elle explique l'extrême complexité de la vie politique hellène de nos jours : autour d'un homme de quelque envergure se constitue encore une clientèle, au sens romain du mot; ces « clientèles multiples » ont rendu jusqu'à présent difficile le développement des partis, comme nous l'entendons en Occident; les tribuns prospèrent plus facilement que les programmes; en conséquence, les oppositions de personnes et les drames ou les difficultés qu'elles provoquent, jouent un rôle encore fondamental dans la vie politique hellène. Il arrive qu'elles compromettent la lutte pour la liberté qui anime le peuple le moins esclave de la terre, mais qui, par sa pauvreté et à la suite de plusieurs siècles de domination ottomane, est plus ou moins le jouet de forces occultes qui se jouent de la démocratie dont elles compromettent l'exercice.

Le rôle excessif de la couronne

La vie politique hellène actuelle illustre ces commentaires; les élections du 16 février 1964 ont porté au pouvoir le chef de l'Union du Centre, M. Georges Papandréou, qui a obtenu 171 sièges sur 300, la Droite Radicale (ERE) qui avait régné 7 ans avec le Premier ministre Caramanlis dut se contenter de 107; enfin, la « Gauche Démocratique Unifiée » (EDA), assimilée à un parti communiste, obtint 22 sièges. Les conditions étaient remplies pour l'exercice d'une démocratie parlementaire. C'était compter sans le rôle que s'attribue en Grèce la Couronne, et qui valut du reste quelques déboires à M. Caramanlis. Sous l'influence désastreuse de sa mère, la reine Frederika, le roi Constantin n'eut de cesse qu'il ne suscitât à l'intérieur de l'Union du Centre, qui manquait encore de programme précis et de « brain-trust » capable de le faire appliquer, les divisions qui devaient priver M. Georges Papandréou de sa majorité. La guerre était déclarée quand le Premier ministre tenta de transformer la traditionnelle fidélité au roi de l'Armée en

une fidélité au gouvernement émanant de la volonté populaire. On monta de toutes pièces l'« Affaire Aspida » : des officiers « neutralistes », « nassériens » auraient comploté pour renverser la monarchie. On en profita pour entamer contre le fils du Premier ministre, M. Andréas Papandréou, une campagne de diffamation d'autant plus vive qu'il avait osé contester la solution préconisée par l'OTAN pour Chypre. L'« Affaire Aspida », on le sait, provoqua en juillet 1965 la chute de M. Papandréou. Jouant des oppositions de personnes, excitant les uns, achetant les autres, la Couronne parvint à amenuiser la majorité parlementaire dont disposait M. Papandréou jusqu'à ce qu'il fut mathématiquement possible, après deux échecs (les tentatives Novas et Tsimokos) de constituer une « majorité de gouvernement ».

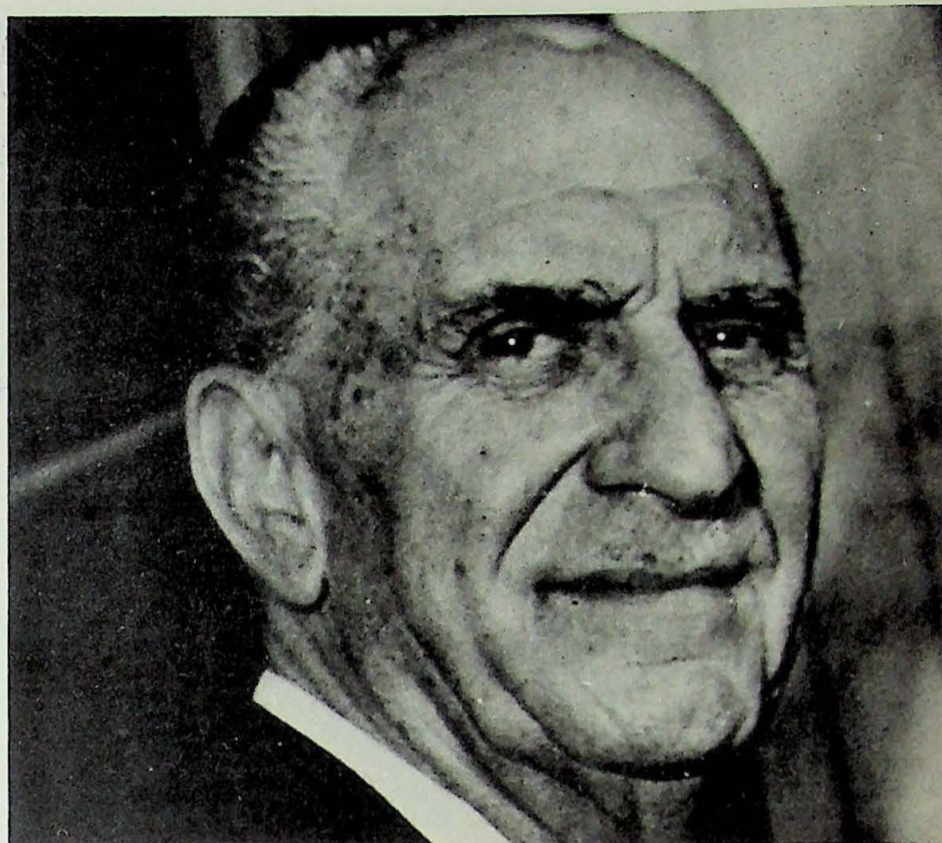
L'équipe des « renégats »

M. Stephanopoulos, qui vient de tomber en décembre, fut l'homme de cette politique hautement satisfaisante pour la Couronne, puisque le gouvernement était assuré grâce aux 44 « renégats » de l'Union du Centre avec l'appui parlementaire des 99 députés de la droite radicale (ERE) et moins d'une dizaine de pseudo « progressistes ».

Le roi pouvait se flatter d'avoir en théorie « un gouvernement du centre ». La droite se réjouit d'échapper aux principales responsabilités jusqu'au jour où elle s'aperçut — le 21 décembre — qu'elle n'avait plus aucun intérêt à soutenir M. Stephanopoulos qu'elle lâcha et qui s'effondra. Pendant un an et demi, M. Georges Papandréou, entouré de 122 députés fidèles, avait réclamé des élections anticipées: le chef de l'ERE, M. Canellopoulos, vient de lui donner raison. Le 22 décembre, le roi a chargé M. Paraskévopoulos, gouverneur adjoint de la Banque de Grèce, de constituer un gouvernement de service qui préparera les élections, fixées au mois de mai. Les deux chefs des grandes formations rivales sont d'accord pour estimer cette perspective heureuse.

Les grandes formations divisées

La vie politique hellène n'en est pas simplifiée pour autant; en effet: ● Le fils de M. Georges Papandréou, Andréas, a contesté la décision de son père d'accorder sa confiance au début de ce mois au gouvernement Paraskévopoulos. Il objecte, non sans raison, que la durée de ce cabi-



Georges Papandréou : Tel fils, tel père.

Agip

net intermédiaire est trop longue, d'autant plus que le nouveau Premier ministre est considéré comme un homme du clan royal et que beaucoup des extra-parlementaires de son cabinet sont en fait des hommes de droite partiaux et engagés. L'opposition du chef de l'Union du Centre et de son fils a pris, fin décembre, une tournure passionnée, très hellène. Autour du fils sont rassemblés les jeunes gens aux dents longues qui cimentent l'Union du Centre et constitueront demain l'appareil solide d'un parti de centre-gauche. Mais « le fils et le futur appareil » sont moins populaires que le père, qui suscite l'enthousiasme quasi mystique des foules: autrement dit, jusqu'aux élections de mai, il importera qu'un minimum de discipline soit respecté, à moins que les 122 députés de l'Union du Centre, irresponsables, ne décident de préparer par leur attitude le retour de la droite au pouvoir.

● Cette droite ERE n'est pas moins divisée, bien au contraire: aux partisans de M. Canellopoulos, chef actuel du parti, s'opposent ceux de M. Caramanlis, qui continue son séjour à Paris: ces derniers désirent un régime « fort, efficace, réaliste, pragmatique »; c'est parmi eux que se situerait un danger fasciste, s'il pouvait actuellement se manifester en Grèce. Aux uns et aux autres s'opposent Pipinellis et sa coterie: ce sont ceux du « parti de la reine » (Frederika) ou du roi: la Couronne, qui incarne la continuité de la Grèce, a pour eux toujours raison. Elle est en quelque sorte infallible. Il est évident que chacun de ces trois hommes dispose d'une « clientèle » au sens où nous parlions plus haut. Leur fortune respective dépendra évidemment du résultat des élections de mai. Si, comme l'affir-

mait en juin dernier déjà M. Canellopoulos, elles sont favorables à l'ERE, la position de M. Caramanlis ne sera pas renforcée, à moins bien sûr qu'un courant irrésistible ne l'ait ramené à Athènes d'ici là.

● Ce tableau des forces politiques en présence serait incomplet si, face aux deux grandes formations, rien n'était dit sur l'EDA, forte de 22 députés. Cette vraie gauche souffre de ne pas être encore organiquement unitaire et de se confondre avec le spectre de la guerre civile. Elle n'en a pas moins un programme précis, assez « gaulliste » à l'extérieur (sauvegarde de l'indépendance nationale, refus de l'installation de bases atomiques de l'OTAN, etc.). Tant que le prestige des Papandréou sera au zénith, l'EDA a peu de chances de percer davantage.

La représentation proportionnelle simple qui sera adoptée comme mode de scrutin en mai fournira peut-être à quelques formations secondaires — notamment le soi-disant parti « progressiste » de M. Markezinis — l'occasion d'enlever encore une dizaine de sièges. Un tel résultat cependant n'est pas désirable: si le roi Constantin consent enfin à jouer le rôle du roi Baudouin en Belgique, la vie politique hellène pourra, au moins en théorie, se trouver simplifiée.

Au Centre Gauche comme à droite des hommes ont une politique économique, un programme précis et clair, le moyen de se faire entendre; ce ne sont pas seulement des personnalités, des notables, des chefs de clans ennemis. Dans la vie politique hellène, la lutte d'idées commence à s'orchestrer. Ce fait fondamental sera demain le gage de la véritable indépendance de la Grèce qui, dans son développement actuel, a atteint l'un des tournants de son histoire. □